

Je suis très heureux que vous m'ayez invité à prendre la parole à l'occasion de cette importante rencontre organisée par l'Association des manufacturiers canadiens (AMC). Votre organisme a toujours appuyé l'élaboration de politiques destinées à accroître notre prospérité, peut-être parce que ses membres apportent une contribution importante à la prospérité du Canada.

Je suis aussi très heureux de pouvoir rendre hommage à M. Laurent Thibault, pour les services remarquables qu'il a rendus, non seulement à l'AMC, mais aussi au pays. M. Thibault ne défendait pas uniquement les intérêts des fabricants, il défendait aussi les intérêts du Canada. Je sais que Laurent accomplira un travail remarquable à titre de nouveau coprésident de la Commission canadienne de mise en valeur de la main-d'oeuvre. Je tiens donc, en mon nom et, j'en suis certain, en votre nom à tous, à le remercier et à lui souhaiter bonne chance.

Bien avant que cela ne devienne à la mode, Laurent affirmait que la mondialisation et l'intégration de l'économie rendaient nécessaire une amélioration de la position concurrentielle du Canada, si nous voulions être en mesure de conserver nos marchés, et d'en développer de nouveaux.

Le secteur manufacturier est un maillon essentiel de la position concurrentielle du Canada, et de sa prospérité, au cours des années 90. Nous devons nous atteler à la tâche et faire en sorte que le label Canada conserve sa réputation à l'échelle internationale et que la mention « Fabriqué au Canada » soit synonyme d'une productivité et d'une qualité sans pareilles, de façon à préserver notre prospérité. Les Canadiens savent qu'ils doivent relever ce défi. Ils savent qu'ils ne peuvent plus compter sur les outils qui les ont si bien servis par le passé.

Le mois dernier, nous avons lancé l'Initiative de la prospérité. Notre objectif est d'élaborer un plan d'action qui permettrait, notamment aux entreprises, aux syndicats et aux gouvernements, de relever les défis urgents de la compétitivité. Nous devons oublier nos querelles de clocher et penser à l'intérêt de notre pays, si nous ne voulons pas être laissés pour compte par le reste du monde.

En fait, les Canadiens ne s'entendent pas sur la nature des enjeux, et cela constitue un problème. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler les réactions au rapport Porter sur la compétitivité du Canada. Pour certains, le rapport présente la solution idéale, pour d'autres, il ne contient rien de nouveau et, de ce fait, devrait être mis sur les tablettes.

Certains autres affirment enfin qu'il n'est pas nécessaire d'abandonner l'extraction et la transformation des ressources, qu'il faut plutôt accroître notre efficacité à ce chapitre. Même le milieu des affaires ne peut dégager un consensus sur les défis que nous devons relever en matière de compétitivité.